



# (DÉ)COLONISATION ET RAPPORTS SOCIAUX DES SEXES : LE CAS DES *BASHINGANTAHE* (BURUNDI)

Ariane INEZA

Anthropologue

Dans le Burundi pré-colonial, l'institution des *bashingantahe* était un des piliers de la société burundaise. Elle tenait un rôle juridique et moral essentiel, et s'ancrait dans la culture tout entière du Burundi. Elle en était devenue le paradigme. Sa fonction première était d'arbitrer des conflits de toute nature et cela depuis la colline jusqu'à la cour du Mwami (le roi). Les sages *bashingantahe* étaient des hommes choisis par le peuple. Le choix était pris après un long examen des qualités morales et du degré de culture (telle que l'exigeaient la tradition et l'éthique rundi) du candidat : amour de la patrie, sens de l'honneur, intégrité, impartialité, clairvoyance, don de soi et désintéressement ; telles étaient les principales qualités requises. Dès lors, une fois agréé, un tel « sage » ne pouvait qu'être écouté et respecté par tous. Au besoin, le *mushingantahe* pouvait parler au nom de tous et toutes.

## DEUXIÈME PARTIE

### LES CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME DE LA JUSTICE ET L'EXCLUSION DES FEMMES DU SYSTÈME

La justice rendue par les tribunaux mis en place par le colonisateur belge était complètement différente de celle des *bashingantahe*. Comme on l'a vu plus haut, les sources du droit étaient d'origine étrangère. Qui plus est, en accordant aux chefs la présidence des tribunaux de la chefferie de leur ressort, le caractère régulateur du *bushingantahe* fut réduit à néant : les éventuels excès des autorités politiques n'étaient plus contenus par un quelconque contrepoids populaire, puisque les chefs et les sous-chefs n'avaient désormais plus de compte à rendre aux sages des collines. La mainmise des autorités s'exprimait dans le fait d'attribuer aux administrateurs le contrôle total de tout l'appareil judiciaire. Gahama cite l'article 9, qui stipule que : 'Le Résident et son adjoint peuvent de droit présider le tribunal

du Mwami, en ce cas, le Mwami peut siéger en qualité d'assesseur'. C'est donc dire que le roi devenait son propre *mushingantahe*, ce qui représente une véritable caricature de l'institution. De plus, les assesseurs *baganwa*, qui en principe devaient être nommés par le roi, n'étaient admis comme tels que lorsque le pouvoir colonial leur avait donné son feu vert.

L'administrateur pouvait, en cas de besoin, demander à tout moment d'obtenir les registres et les documents de tous les tribunaux. Mais la compréhension des jugements, exprimés en kirundi, nécessitait pour l'administrateur l'aide d'interprètes auxquels il était obligé de faire confiance. Un inconvénient de taille à ce fonctionnement : ces derniers pouvaient 'traduire' dans le sens qui privilégiait leurs amis et leurs protégés. En conséquence, le pouvoir de contrôle des administrateurs se vit limité et souvent, les jugements rendus semblaient injustes, car ils ignoraient les lois coutumières et semblaient entachés par la malhonnêteté des interprètes.

Soulignons, enfin, le rôle des missionnaires dans l'affaiblissement du *bushingantahe*. Les Pères blancs avaient réussi à implanter le ca-

tholicisme au Burundi. Parfois, ils n'hésitaient pas à se substituer aux *Bashingantahe*. En effet, les nouveaux convertis étaient souvent portés à se référer aux avis des catéchistes ou des conseillers de leur paroisse, plutôt qu'à ceux des « vieux » de leur colline.

Malgré tous ces avatars, l'image du *mushingantahe* gardait son prestige au niveau local. La population reconnaissait toujours l'autorité symbolique du notable, même affaibli ou humilié par le nouveau pouvoir. Même après l'entrée en vigueur, en 1953, d'un décret instituant des conseils de sous-chefferies et de chefferies dans lesquels « une nouvelle catégorie de *bashingantahe* », élus au suffrage indirect, fut créée, les notables traditionnels conservèrent une indéniable influence.

### L'exclusion des femmes du système

Indépendamment de la richesse, si on était une femme ou un *twa*, les chances d'accès à la fonction étaient nulles. L'exclusion des femmes du *bushingantahe* était généralement justifiée par leur indiscretion supposée. Dans la coutume, on considérait que les femmes ne savaient pas garder un secret.

Plusieurs contes étaient évoqués pour témoigner de ce fait. L'on peut cependant se demander si l'incapacité des femmes à garder un secret ne relevait pas de l'ordre de la fable, car dans la société burundaise la femme est également appelée *umukenyenzi mugumyabanga* (gardienne ou conservatrice du secret).

D'autres arguments ont été évoqués, pour justifier l'exclusion des femmes du *bushingantahe* : par exemple, l'ignorance de la chose publique. Mais la raison invoquée de cette mise à l'écart, comme le précise Ndimurukundo-Kururu, reste cependant la conviction des hommes selon laquelle les femmes sont incapables d'honorer leurs engagements et de garder le secret. De ce fait, elles ne pourraient pas trancher les palabres en toute justice et de plus, elles sont obligées de s'occuper des problèmes du ménage. Le véritable fondement de la mise à l'écart des femmes est donc à mettre en rapport avec la tradition burundaise, qui constitue un système patriarcal et de filiation patrilinéaire, où les rapports de genre sont clairement définis. La coutume veut que le rôle attribué aux femmes, mis à part quelques rares exceptions, reste dans la sphère du privé, tandis que celui de l'homme est d'ordre public. La femme se devait donc de vivre dans l'ombre de son époux, ce dernier étant considéré comme le pilier fondamental, le seul élément généalogique à partir duquel on peut assurer la postérité de la famille. Dés lors, il était permis de croire que les affaires politiques et juridiques étaient des choses d'intérêt supérieur, qui ne concernaient pas les femmes. Si une femme avait pu être investie, on prétendait même qu'elle aurait manqué de respect envers son mari, car elle aurait été alors en possession de l'*intahe*, considéré dans la culture burundaise comme un symbole du pouvoir masculin. La tradition reconnaît tout de même l'influence de l'épouse d'un *mushingantahe*, car celui-ci la consultait souvent avant de prendre des décisions importantes lors d'un jugement à rendre. Mais cet aspect se devait de rester dans le cercle privé du couple. Jamais il n'était permis à une femme de s'exprimer publiquement sur une affaire en cours ou de prononcer un jugement. C'est dans ce sens, que lorsqu'on investissait un nouveau notable, on disait que son épouse était aussi investie. C'était donc, symboliquement, le couple qui était investi.

La colonisation a eu impact décisif et négatif, comme nous venons de le voir, sur le *bushingantahe*, considéré comme relevant d'un ar-

chétype de l'idéal masculin. Dans la logique civilisatrice des colonisateurs, l'Africain était considéré comme inférieur à l'homme blanc. Ce dernier se devait de marquer sa domination sur « l'indigène ». Aussi, recommandait-on d'avoir avec les « indigènes » des rapports verticaux, seuls capables de maintenir le prestige de la race blanche. Dans cette optique, la femme burundaise subissait une double domination en tant que femme et noire. Ce double patriarcat, exercé d'une part par le colon blanc, et d'autre part, par les hommes burundais, la maintenait dans tous les cas dans un statut d'infériorité.

### La détérioration du *bushingantahe* sous les trois régimes militaires

La succession de régimes militaires et des coups d'État s'étalant de 1966 à 1993 ont mis à mal la paix et fait fuir une partie de la population vers les pays frontaliers. Ces républiques, en quête de légitimité, ont soit instrumentalisé l'institution des *bashingantahe*, soit l'ont tout simplement supprimée. La conséquence directe de cette détérioration progressive, est qu'à l'heure actuelle le terme de *mushingantahe* est vidé de son sens, et tend à désigner tout homme de sexe masculin à qui on veut manifester du respect.

Un autre aspect important, et non le moindre, est la problématique foncière. Ce problème trouve son origine dans la politique de restructuration agraire accomplie par la colonisation belge. La politique concessionnaire était la manifestation visible de l'autoritarisme étatique tandis que la propriété individuelle, sans cesse encouragée, défavorisait beaucoup une catégorie de la population qui, se retrouvait sans terre. L'État post-colonial hérita de ce système.

Les différents régimes ont mis en place des politiques qui permettaient un contrôle de l'affectation et de l'occupation des sols inégalitaires, ainsi que la mise hors-jeu systématique des mécanismes traditionnels chargés de régler de manière consensuelle et pacifique les litiges fonciers (marginalisation du *Bushingantahe*, non prise en compte du droit coutumier alors que la population y a toujours recours, etc.). La négation de ce pluralisme juridique a conduit le Burundi dans l'impasse où il se trouve actuellement. À cela s'ajoute un arsenal juridique inique, destiné à justifier et légaliser les spoliations vécues par une partie de la population. Dans un pays où l'agriculture fait vivre 90 % de la population, il n'est donc pas étonnant que la problématique foncière soit au cœur des conflits burundais. Plus encore, les

femmes sont les plus grandes victimes de cette situation. Bien qu'elles fournissent la grande majorité de la force du travail de la terre, elles ne récoltent pas les bénéfices de leur labeur. Car au Burundi, les femmes n'héritent de personne : ni de leurs maris, ni de leurs pères. Au moment de l'héritage, c'est la coutume qui prévaut, et ce sont les fils qui héritent. Les filles reçoivent une propriété symbolique appelée *igiseke*, à savoir, une petite propriété foncière spécifiquement attribuée aux filles du défunt, et qu'elles doivent se partager. Un père de famille qui le désire, peut aussi laisser un testament (*kuraga*) paritaire ou discriminatoire à ses enfants, et même y inclure des bénéficiaires extérieurs à sa famille restreinte. Lorsqu'un époux décède, la loi se contente de faire de la veuve la gestionnaire des biens du mari jusqu'à la majorité des enfants. ■

### BIBLIOGRAPHIE

- Deslaurier, Christine, Le *bushingantahe* peut-il réconcilier le Burundi ? : Justice et réconciliation : Ambiguïtés et impensés, *Politique africaine*, 2003, n° 92.
- 
- Gahama, Joseph, *Le Burundi sous domination belge : la période du mandat* - Homme et société. Histoire et Anthropologie, Paris, 1983.
- 
- International Crisis Group, Réfugiés et déplacés au Burundi : désamorcer la bombe foncière, Nairobi, Bruxelles, ICG, « *Rapport Afrique*, n° 70 », 2003.
- 
- Laely, Thomas, « Le destin du *Bushingantahe* : Transformations d'une structure locale d'autorité au Burundi », *Genève Afrique*, Vol. XXX-n° 2, 1992.
- 
- Mihigo, Emile, *L'institution d'Ubushingantahe au Burundi à la lumière de la sociologie des droits de l'homme*, Bruxelles, 2002.
- 
- Ntahombaye, Philippe, *L'institution des bashingantahe au Burundi : étude pluridisciplinaire*, Bujumbura, 1999.